

ZOOM SUR UN PARTENAIRE D'EXÉCUTION
ENTRETIEN AVEC MADAME SUZANNE BABOU,
COORDONNATRICE DE L'ONG TABITHA



MINUSCA

FOCUS

BULLETIN D'INFORMATION DE LA MINUSCA | #19 | DECEMBRE 2020



MAGAZINE SPÉCIAL QIPs
DE L'EAU POTABLE POUR LES HABITANTS
DU 3^e ARRONDISSEMENT DE BANGUI



MINUSCA



UN_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

UN Photo / MINUSCA

SOMMAIRE

- 3** **ÉDITORIAL DONNER UNE CHANCE À LA DÉMOCRATIE À TRAVERS LES URNES !**
- 5** **506 PROJETS À IMPACT RAPIDE FINANCÉS EN SIX ANS PAR LA MINUSCA POUR 16 MILLIONS DE DOLLARS**
- 6** **DE L'EAU POTABLE POUR LES HABITANTS DU 3^e ARRONDISSEMENT DE BANGUI**
- 9** **HAUTE-KOTTO UNE RADIO COMMUNAUTAIRE POUR LA PAIX ET LA COHÉSION SOCIALE**
- 10** **LA RÉCONCILIATION ET LE VIVRE-ENSEMBLE À TRAVERS LE SPORT**
- 11** **RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT**
- 11** **ZOOM SUR UN PARTENAIRE D'EXÉCUTION ENTRETIEN AVEC MADAME SUZANNE BABOU, COORDONNATRICE DE L'ONG TABITHA**
- 12** **DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL POUR LES FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE (FSI) DE BIRAO**
- 13** **LA MAIRIE DU 2^e ARRONDISSEMENT DE BANGUI DE NOUVEAU OPÉRATIONNELLE**
- 14** **CHÂTEAU D'EAU POUR LE POSTE DE POLICE DE BOEING-KOKORO, UN SOULAGEMENT POUR LES POPULATIONS ALENTOURS**
- 15** **INTERVIEW LAURENT GUEPIN RENFORCER LA COLLABORATION ET LA CONFIANCE AVEC LES COMMUNAUTÉS**
- 17** **FEMMES ET JEUNES**
- 17** **QUAND LES FEMMES DE LA HAUTE KOTTO FONT BARRIÈRE À LA COVID-19**
- 18** **UN CENTRE MULTIMÉDIA POUR RENDRE L'INFORMATIQUE ACCESSIBLE AUX JEUNES DE BAMBARI**
- 19** **RENFORCER LA COHÉSION ENTRE LES JEUNES ET AUTONOMISER LES FEMMES DE NDELE**
- 21** **OUHAM PROMOUVOIR LA PAIX ENTRE COMMUNAUTÉS GRÂCE AUX ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS**
- 22** **SECURITE ET PROTECTION DES CIVILS**
- 22** **BAMBARI LA MINUSCA RENFORCE LA MOBILITÉ DES FSI**
- 23** **DES PONTS RÉHABILITÉS POUR DÉSENCLAVER LA NANA-MAMBÉRÉ**
- 24** **AMÉLIORER LES CONDITIONS D'APPRENTISSAGE DES ENFANTS À NDELE**
- 25** **FAITS ET CHIFFRES COVID 19 ENTRE 2019 ET 2020, LA MINUSCA A FINANCÉ 28 PROJETS DE LUTTE CONTRE LA COVID-19**
- 26** **ELECTIONS**
- 26** **DOTER LA COUR CONSTITUTIONNELLE D'UN CADRE AGRÉABLE DE TRAVAIL**
- 28** **LISTE DES BÂTIMENTS AVEC ÉQUIPEMENTS VANDALISÉS DEPUIS 2014**
- 30** **GALERIE PHOTOS**

ÉDITORIAL

De l'importance multiforme des Projets à impact rapide

Les projets à impact rapide sont des outils de renforcement de la confiance des populations vis-à-vis de la Mission et de son mandat. Ils restent, de ce fait, importants pour contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des populations en vue de la stabilisation en République centrafricaine.

Conformément aux dispositions de son mandat, la mission oriente en priorité ses projets à impact rapide (QIPs) vers les secteurs de la promotion de la paix et la cohésion sociale, de la protection des civils, de la restauration, de l'extension de l'autorité de l'Etat et de la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). Ces projets renforcent la crédibilité et la confiance des Missions vis à vis des communautés parce qu'ils leur permettent d'apporter des réponses immédiates aux besoins des populations et de renforcer la collaboration et la confiance avec les Centrafricains et les Centrafricaines. Il est important ici de rappeler que ces projets sont réalisés dans leur grande majorité (à plus de 80%) par des partenaires d'exécution (ONG) Centrafricains au bénéfice des populations Centrafricaines.

Très concrètement, le budget annuel (depuis 2015) dédié aux QIPs est de 3 millions de dollars. Les QIPs sont des projets de petite échelle (maximum- \$50.000), rapidement exécutable en 3 mois maximum, et de haute visibilité, au bénéfice d'un large segment de la population, non récurrents par nature et non duplicatifs des acteurs humanitaires ou de développement.

Les défis pour leur mise en œuvre sont énormes. Et il faut remarquer que, malgré la persistance des actions de groupes armés dans certaines régions, la pandémie du COVID-19, la fermeture des frontières avec une flambée des prix de certains produits sur le marché et l'abandon de certains projets,

la précarité de la situation politique et sécuritaire en RCA, les problèmes logistiques et particulièrement l'impraticabilité des routes, les retards dans l'identification, le financement et la mise en œuvre des projets, la faible capacité des partenaires de mise en œuvre, les pratiques de corruption et la mauvaise gestion financière de certains partenaires d'exécution, les projets à impact rapides ont été et continuent d'être mis en œuvre sur toute l'étendue du territoire de la Centrafrique.

Ainsi, les QIPs contribuent à renforcer les institutions nationales pour permettre de meilleures prestations de services sociaux de base : eau, électricité, marchés, ponts, écoles, centres de santé, bâtiments administratifs, etc.



Ils contribuent dans le même temps au retour progressif de l'autorité de l'Etat au travers, notamment, le déploiement des fonctionnaires et agents de l'administration publique, des enseignants et du personnel de santé et le fonctionnement des préfets, sous-préfets et des maires, .

Les QIPs ont également, dans de nombreuses circonstances, favorisé l'accompagnement des initiatives et des processus de réconciliation et de protection des civils en donnant forme à des projets proposés par les bénéficiaires eux-mêmes au cours de processus de dialogue participatif.

Enfin, en termes de protection des civils et de sécurité, des initiatives liées à la construction de palais de justice et de commissariats ont contribué au renforcement de l'Etat de droit et de la lutte contre l'impunité dans le Pays.

Dans le contexte très spécifique de pandémie de la COVID-19, les QIPs ont prouvé leur flexibilité grâce à la réallocation très rapide de près de 1 millions de dollars vers des projets d'appui aux



autorités administratives et de santé pour la lutter contre la propagation du virus par la mise en œuvre de 28 projets de sensibilisation, de masse des communautés, aux gestes barrières sur l'ensemble du territoire national, d'équipement des structures sanitaires, de soins de santé et de surveillance de la propagation de l'épidémie aux frontières. Dans la perspective des élections générales à la fin de l'année 2020 et locales nous l'espérons en 2021, les QIPs seront utilisés en partie pour contribuer au soutien du processus électoral.

Depuis septembre 2014, plus de 506 projets ont été réalisés, pour un coût de 16 millions de dollars, au service des communautés, dans les secteurs aussi divers que les infrastructures administratifs tels que des Préfectures, Sous-Préfectures, mairies, commissariats, et autres bâtiments de l'Etat (202 bâtiments), - et 48 ponts et routes construits ou réhabilités ; l'accès à l'éducation avec 66 écoles construites ou réhabilitées ; le secteur social avec 12 Radios communautaires, 17 marchés communaux, 28 maisons des jeunes/femmes, cyber cafés et bibliothèque, 35 projets pour les services sociaux de bases (eau et électricité) et 98 projets d'activités génératrices des revenus (appui aux femmes, aux jeunes et personnes vivant avec handicap).

Ces projets ont permis la création de plus de 7.500 emplois d'urgence, dont 2.000 à des femmes et le renforcement des capacités nationales avec 85% des projets qui sont mis en œuvre par des ONG nationales et 15% par des ONGI et agences de l'ONU.

Depuis 2017, les activités de restauration de l'autorité de l'Etat se poursuivront certes, mais l'accent a été plus fortement mis sur la réconciliation et la cohésion sociale (de 50 à 60%); avec une stratégie qui donne priorité non pas simplement aux activi-

tés de l'esprit mais à la volonté de mettre ensemble les communautés dans des activités concrètes de réhabilitation d'infrastructures d'utilité publique ou de travaux à fort coefficient de main d'œuvre générateurs d'emplois d'urgence et de revenus.

Ce magazine se veut outil de redevabilité et de communication qui nous donne l'opportunité de rendre compte au Gouvernement, aux autorités locales, à la presse, aux organisations de la société civile, aux communautés et aux partenaires techniques et financiers, de notre contribution à ses efforts de construction d'une Centrafrique nouvelle, réconciliée avec elle-même et d'améliorer notre future planification à la lumière de l'expérience engrangée au terme de cette année de mise en œuvre.

Je saisis cette occasion pour exprimer toute mon appréciation et ma sincère gratitude pour le travail collectif et remarquable accompli par les équipes civile, militaire et de la police de la MINUSCA conjointement avec les Agences des Nations Unies et les ONG centrafricaines.

Je tiens à rendre un hommage mérité à la division des Affaires civiles et à son unité QIPs dont le présent document rapporte les efforts, ainsi que les résultats atteints par la Mission en RCA dans la mise en œuvre des objectifs assignés par le Conseil de sécurité et le Secrétaire général des Nations Unies pour restaurer la paix et la concorde en République centrafricaine.

Bonne lecture!

Par Mankenn Ndiaye

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA



506 PROJETS À IMPACT RAPIDE FINANCÉS EN SIX ANS PAR LA MINUSCA POUR 16 MILLIONS DE DOLLARS

Bangui, 16 septembre 2020 – Depuis le transfert de responsabilités de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) à la MINUSCA, le 15 septembre 2014, la Mission a financé un total de 506 projets à impact rapide en République centrafricaine (RCA) pour un montant de 16 millions de dollars (environ 8.8 milliards FCFA). « Les projets à impact rapide sont un outil d'appui à la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA au bénéfice de la population. Ils sont identifiés avec les autorités et les communautés locales dans les domaines de la protection des populations civiles, de la cohésion sociale et de la restauration de l'autorité de l'Etat », a déclaré le chef de la section des affaires civiles de la Mission, Laurent Guepin.

« Ces projets servent d'abord aux jeunes, aux communautés, aux populations de tout bord. Ce sont des projets fédérateurs de l'ensemble des commu-

nautés », a-t-il dit, soulignant qu'ils ont été exécutés dans 12 bureaux de terrain de la MINUSCA, à Bangui et autour de bases où les casques bleus sont déployés. Selon ce responsable, les projets ont largement « permis d'établir des relations de confiance entre la MINUSCA et les populations, mais aussi et surtout de participer à la protection des civils, à la cohésion sociale ainsi qu'à la restauration de l'autorité de l'Etat ».

Pour sa part, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, a rappelé que depuis six ans, la Mission œuvre « pour la paix, la sécurité, la réconciliation et la lutte contre l'impunité » en RCA, en coordination avec les autorités centrafricaines, les partenaires et l'équipe-pays des Nations Unies. « Dans l'exécution de ces tâches, beaucoup de casques bleus de la Mission ont consenti le sacrifice ultime. Nous leur rendons hommage », a-t-il renchéri.



DE L'EAU POTABLE POUR LES HABITANTS DU 3^e ARRONDISSEMENT DE BANGUI

Alors que les premiers cas de Covid-19 se font enregistrer à un rythme alarmant, la livraison des projets impact rapide (QIPs), se fait pressante dans les quartiers sensibles de Bangui où les besoins et la densité de population fait craindre le pire. Cette situation, alors que la signature d'accord de bons voisinages entre les quartiers du PK5 sont les signes de la volonté d'une paix durable et où la cohésion sociale est palpable entre les communautés, permet l'accélération des inaugurations mais aussi l'accès à l'eau, capitale pour la mise en place des mesures barrières.

Les dividendes de la paix : ainsi pourrait-on qualifier les 3 forages réceptionnés par les populations de Castors, Yakité et Souma-Potopoto, dans le 3^e arrondissement de Bangui, le 6 avril 2020.

Le 23 mars 2019 précisément, les deux communautés, autrefois en conflits récurrents qui ont fait de nombreuses victimes, avaient signé un accord local de bon voisinage et de réconciliation communautaire, sous la facilitation de la MINUSCA. Un accord à travers lequel les deux communautés s'engageaient à faciliter la cessation des hostilités, à renoncer à la violence et à s'inscrire dans une dynamique de paix, en facilitant notamment la circulation des personnes et des biens sur leurs aires géographiques respectives.

Depuis, elles vivent en paix et peuvent donc profiter en toute quiétude de ces ouvrages. C'est donc dans ce cadre que s'inscrit cette triple inauguration de forage, car l'accès à l'eau avait été identifié comme besoin prioritaire des populations bénéficiaires qui ont vu leurs sources d'eau vandalisées et pillées pendant les périodes d'affrontements communautaires.

« Nous avons connu des moments très difficiles.

Tous ce que nous voulions c'était la paix et rien que la paix. Maintenant que tout est rentré dans l'ordre et qu'avec nos frères de Castors nous n'avons plus aucun problème, les enfants jouent librement », se réjouit Halima, une enseignante, habitante du quartier Yakite. « C'est un soulagement, ces points d'eau potable, surtout pour nous les femmes. Cela va nous aider à mieux accomplir nos tâches ménagères. L'eau c'est la vie et merci encore à la MINUSCA », a-t-elle rajouté.

« La MINUSCA réaffirme son engagement à apporter son aide à la population centrafricaine et lui garantir un vie décente conforme aux normes de salubrité », a dit le Lieutenant-colonel Lailla Zemzoumi, cheffe de la cellule des activités civilo-militaires de la Force de la MINUSCA en charge du suivi les travaux qui ont mobilisé un montant total de 26.825.000 FCFA.

Pour rappel, c'est à la demande de l'autorité du 3^e arrondissement et des jeunes des quartiers ciblés que le Helpage Rwanda Programmes, a sollicité et soumis à la MINUSCA la demande de financement à travers ses projets à impact rapide. Ces trois forages, situés dans des lieux symboliques alimentent

quotidiennement en eau des milliers d'habitants de PK5.

Justin Nicolas Mbassi, Secrétaire général du Comité de suivi de l'accord de bon voisinage du Bloc Sara, a salué tous les acteurs qui ont œuvré à ce retour à la normale, avant d'énumérer certaines avancées notées depuis. Il s'agit du retour massif des déplacés ; la reprise progressive des activités économiques ; la fréquence des activités scolaires ; la libre circulation des personnes et des biens ; la régularité des prestations médicales ; la création de l'association "Arc-en-ciel", l'organe de pilotage et de mise en œuvre de l'accord, bien-sûr, la construction des forages dans les quartiers Castors, Yakité et Souma-Potopoto. Aussi il invite ses frères et sœurs à persévérer sur le chemin de la paix avec des actions concrètes, dont le bon usage desdits forages.

Le Député du 3ème arrondissement, Henri Tago, a salué l'initiative, « surtout par ces temps de pandémie à Coronavirus où le lavage régulier des mains est un acte vital ». Il a, en outre, précisé qu'un comité de gestion est mis sur pied pour assurer la bonne gestion des ouvrages, afin qu'ils profitent longtemps à la population qu'il invite « à bien s'en servir, dans le strict respect des mesures gouvernementales dans la lutte contre le COVID-19, en gardant une distance minimale d'un mètre les uns des autres, et en faisant preuve de patience pour attendre leur tour de se servir ».

Par Par Abou M. SEIDOU et Noam ASSOULINE



BRÈVE



Entre **2014** et **2020**, la MINUSCA a réalisé 44 projets à impact rapide dans la Haute-Kotto pour un montant global de **1.274.273** de Dollars américain, soit environ **690** millions de Fcfa. A cela il faut ajouter une allocation de **300.000** Dollars américain (**162480888.19** Fcfa) pour l'exercice **2020-2021**.

Ces projets couvrent des domaines aussi variés et divers que : la réhabilitation des bâtiments administratifs et des écoles, la construction ou la réhabilitation des ponts et des bacs sur les différents axes pour améliorer la circulation des personnes et des biens, favoriser l'accès humanitaire et la conduite des patrouilles de protection de la population civile. Mais aussi, la construction des points d'eau et l'appui aux activités génératrices de revenus (AGR) pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations affectées par le conflit.



HAUTE-KOTTO

UNE RADIO COMMUNAUTAIRE POUR LA PAIX ET LA COHÉSION SOCIALE

La radio communautaire « La Voix de Gbaranbake » a été créée en 2011 avec pour mission de faciliter l'accès à l'information aux différentes communautés de la haute Kotto, mais également pour les éduquer et les divertir.



Le responsable de la station « La Voix de Barangbake », Thierry Constant Pounendji, n'a pas caché sa joie lors de la réception de ce qu'il a affectueusement appelé « Notre bébé » lors de la réception officielle de la radio. « Ce projet va impacter positivement la vie des populations en contribuant au retour durable de la paix, de la réconciliation et la cohésion sociale et surtout améliorer l'environnement sécuritaire du personnel de la radio qui va désormais travailler dans un espace aéré et idoine », a-t-il témoigné.

En effet, pendant le conflit armé dans la ville de Bria en 2017, cette radio a aussi subi des conséquences comme des dizaines de milliers d'habitants. Aussi, son siège, vieilli et dégradé, l'insécurité ambiante et les conditions difficiles de fonctionnement entravaient le travail du personnel et affectaient considérablement la qualité des différents contenus. Sollicitée par le Conseil d'administration de la radio avec l'appui de la Mairie de Bria, la MINUSCA a ac-

cordé un financement de 24.171.655 Fcfa pour construire le nouveau siège de cette radio. C'est l'un des 44 Projets à Impact Rapide financés ces dernières années par le Bureau Est de la MINUSCA.

Après six mois de travaux réalisés par l'ONG « Les amis de Bria », les nouveaux locaux ont été inaugurés le 11 juillet 2019, à la satisfaction générale du personnel et des représentants des différentes communautés. Le nouveau cadre de travail, moderne et sécurisé a offert à cette radio l'opportunité de bénéficier aussi de l'appui d'autres partenaires, notamment pour le matériel de production et de diffusion. Ce faisant, la radio a pu élargir ses horizons avec un signal passant d'un rayon de 30 km à 100 km.

Unique radio locale, dans la Haute Kotto, « La Voix de Barangbake » émet chaque jour pendant une dizaine d'heures et emploie en permanence une douzaine de journalistes, animateurs et techniciens.

Par Didier Bapidi-Mbon et Deubalbet Wewaye

LA RÉCONCILIATION ET LE VIVRE-ENSEMBLE À TRAVERS LE SPORT

« Le sport unit les peuples », a-t-on coutume de dire. Cet adage reflète la réalité de la ville de Bria où les jeunes représentent près de 80% de la population, mais ont été instrumentalisés durant le conflit armé qui a ravagé cette ville et la préfecture de la Haute Kotto dans l'ensemble.

Le projet de construction de la tribune du stade municipal de Bria, d'une valeur de 23.459.750 Fcfa, a été proposé lors du Forum de réconciliation inclusive tenu le 24 mars 2019, avec pour objectif, d'engager les jeunes dans la culture de la paix et de la cohésion sociale à travers le sport. Il ne s'agit pas seulement du football mais aussi des autres disciplines qui mobilisent un grand nombre de personnes avec ou sans la participation des autorités locales et communautaires.

Cette tribune de 1000 places assises comprend en outre deux vestiaires et un bureau pour la Ligue de Football de la Haute Kotto, construits en partenariat avec l'ONG APADE.

« Il y a plus de vivre-ensemble et de cohésion sociale, et c'est en partie grâce à la tribune » : Jean Bosco Azougo, Président de la Ligue de football de la Haute-Kotto.



TEMOIGNAGE

Cette tribune que la MINUSCA nous a offerte, ce n'est que du bonheur. Un bonheur pour la jeunesse sportive de la Haute Kotto. Elle a apporté beaucoup de changements. Auparavant, lorsque les gens venaient regarder les matchs, ils s'asseyaient n'importe où autour du stade et parfois jusque sur l'aire de jeu. Mais à présent, les spectateurs s'installent à la tribune, tout le monde y trouve son compte, et on note d'ailleurs une plus grande affluence à chaque occasion.

Le football unit, il ne divise pas. Le football rassemble toutes les communautés présentes ici. Il y a plus de vivre-ensemble, plus de cohésion sociale et c'est en partie grâce à cette tribune. Ne dit-on pas que lorsqu'un enfant naît, c'est la joie ? C'est le cas avec ce don de la MINUSCA.



RESTAURATION DE L'AUTORITE DE L'ETAT

ZOOM SUR UN PARTENAIRE D'EXÉCUTION

Entretien avec Madame Suzanne Babou, Coordonnatrice de l'ONG Tabitha

L'un des partenaires réguliers de la MINUSCA dans la réalisation des Projets à impact rapide. Cette ONG a été créée en 2010 et emploie huit (08) personnes dont cinq (05) femmes. L'organisation a réalisé une douzaine de projets pour le compte de la Mission onusienne, au nombre desquels la dotation des Forces de sécurité intérieure (FSI) en registres, la réhabilitation et l'équipement du centre des jeunes de Boeing-Kokoro (dans la commune de Bimbo) et la réhabilitation et l'équipement de l'Office central de lutte antidrogue (OCLAD), entre autres.

Propos recueilli par Deubalbet Wewaye

La réhabilitation et l'équipement de l'OCLAD de Bangui fait partie de l'une de vos plus grandes collaborations avec la MINUSCA, pouvez-vous nous en dire plus ?

Suzanne Babou : Le Projet OCLAD consistait à réhabiliter l'office, doter les bureaux d'équipements pour permettre aux agents d'avoir un cadre approprié, pallier les difficultés quotidiennes apporter une réponse rapide aux demandes de la population pour empêcher la production et le commerce des stupéfiants et lutter contre la pauvreté.

Quels en sont les impacts, selon vous ?

Le projet OCLAD a eu un impact positif par rapport à l'autorité de l'Etat. Nous avons réhabilité les bureaux, équipé et sécurisé l'Office, les cellules de détention et les toilettes afin de permettre aux détenus d'être dans un environnement sain.

Les exigences des bénéficiaires sont toujours plus élevées que le service fourni. Vous connaissez les bénéficiaires ; depuis que notre pays a connu la crise, les besoins sont tellement énormes et les bénéficiaires veulent tout avoir et en même temps.

Comment a débuté votre partenariat avec la MINUSCA ?

Notre agence a eu à travailler avec les agences des Nations Unies et à participer à différentes réunions clusters et c'est partant de là que j'ai appris que la MINUSCA cherche des partenaires potentiels avec lesquels travailler. J'ai donc déposé une demande partenariat et peu après on m'a contacté pour fournir les papiers juridiques de l'Organisation. Nous avons commencé à travailler avec la MINUSCA depuis 2017.





DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL POUR LES FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE (FSI) DE BIRAO

C'est dans le but d'améliorer les conditions de travail des FSI à Birao que la MINUSCA, à travers son fond pour les projets à impact rapide, a décidé de leur offrir un meilleur cadre de travail, le 12 Octobre 2020.

Pour l'Adjoint au Commissaire, le Commandant de Police Éric Kembet, ce projet a un impact positif au sein de ses éléments, car il offre à ces derniers un cadre de vie et de travail agréable. « Les policiers peuvent désormais travailler dignement et avec fierté dans ce beau cadre où les conditions de travail sont réunies », s'est-il réjoui.

Les travaux de réhabilitations ont été confiés à l'Ong locale Esperance. Ainsi, finalement l'un des postes de police flambant neuf qui comprend quatre (04)

bureaux et deux (02) geôles avec toilettes qui a été officiellement réceptionné, le 12 octobre 2020.

Les populations pour leur part trouvent en ce projet une occasion offerte à la Police nationale de se rapprocher d'elles afin de leur offrir des services de qualité tels que, la légalisation et l'obtention de certains documents administratifs.

En plus des travaux, le bâtiment a été équipé de (08) tables, cinq (05) bureaux et vingt (20) chaises.

LA MAIRIE DU 2^e ARRONDISSEMENT DE BANGUI DE NOUVEAU OPÉRATIONNELLE

Moment tant attendu pour le personnel de la mairie du deuxième arrondissement de Bangui avec à sa tête, la Cheffe des lieux, Micheline Tétéya. Le 13 juillet 2018, ils ont officiellement réceptionné leurs locaux réhabilités et équipés, après avoir été la cible d'acte de vandalismes et de pillages lors des crises successives entre 2013 et 2015.



« C'est un moment de réjouissance pour nous. Regardez comment tous mes collaborateurs sont contents. La Mairie était dans un état délabré. Grâce à ce geste de la MINUSCA, nous allons pouvoir travailler dans un cadre serein et agréable », s'est réjoui la Maire, Micheline Teteya.

En effet, plusieurs années durant, le domicile de la Maire a servi de cadre au travail des agents. C'est là que les réceptions de citoyens et les demandes de prestations étaient recueillies avant d'être dirigées par la suite vers la Mairie centrale. A ces difficultés, s'ajoutait le mauvais état de l'entrée et de l'intérieur de la cour de la Mairie, quasi impraticables en saison des pluies.

Réalisés dans le cadre des projets à impact rapide de la MINUSCA, les travaux ont consisté à paver l'enceinte de la Mairie et à la doter de mobil-

iers et matériels de bureau, outre l'informatisation des services de base. L'action s'inscrit dans l'appui qu'apporte la MINUSCA, via sa division des Affaires civiles, aux autorités nationales dans leurs efforts pour promouvoir la protection des civils, la cohésion sociale et la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire.

« Ce projet va renforcer le climat de confiance entre les populations et leurs élus, ainsi qu'avec la MINUSCA pour sa contribution au retour de l'autorité de l'État », comme le fait valoir l'officier de liaison communautaire dans le deuxième arrondissement de Bangui, Romeo-Wilfried Ngbanda, qui représentait la Mission à la cérémonie de remise officielle de l'ouvrage.

Par MINUSCA/SCPI/Bangui

CHÂTEAU D'EAU POUR LE POSTE DE POLICE DE BOEING-KOKORO, UN SOULAGEMENT POUR LES POPULATIONS ALENTOURS



La remise officielle de cet ouvrage de distribution d'eau potable a eu lieu, le 6 novembre 2020, en présence de hauts gradés de la Police, de leaders communautaires de Bimbo III et des responsables de la MINUSCA. Cette action est effectuée dans le cadre du mandat de la Police des Nations Unies (UNPOL) de la MINUSCA, d'apporter un appui pluridimensionnel aux Forces de sécurité intérieure (FSI).

C'est une foule enthousiaste qui a acclamé l'ouverture symbolique d'un des robinets du forage. « Avant nous faisions des kilomètres pour aller chercher de l'eau potable. Maintenant, nous l'avons juste là à notre portée », a jubilé Severin Sombo, un commerçant dont l'épicerie est adjacente au point d'eau situé à l'extérieur du poste de police. « C'est un ouf de soulagement. Ce n'était pas facile pour les enfants et moi. On devait aller dans un autre quartier pour chercher de l'eau pour le ménage.

Maintenant c'est réglé », lance Carine Guefio, une habitante du quartier.

Même réjouissance chez le Directeur de la sécurité et de l'ordre public, le Commissaire divisionnaire, Elie Mbailaou Beboye, représentant le Directeur général de la police centrafricaine à cette occasion. « Nul n'ignore qu'à l'issue de la crise militaro-politique qu'a connu notre pays, toutes les structures ont été détruites y compris les structures de base. La réalisation de ce forage au bénéfice du poste de

police de Boeing Kokoro permettra aux policiers et aux populations environnantes de lutter efficacement contre la pandémie de la Covid-19 », a-t-il déclaré.

A travers cette action, UNPOL compte ainsi assister les autorités sanitaires dans leurs efforts de faire respecter les mesures barrières édictées par le gouvernement. C'est pour cela que les forces de sécurité intérieure doivent être protégées, ainsi que leurs familles et leurs entourages. Elles doivent également apprendre comment rassurer la population pendant cette période de pandémie tout en l'encourageant à respecter les mesures barrières.

Pour le Chef par intérim du Pilier développement de UNPOL, Olivier Dovonou, « Aujourd'hui nous célébrons l'eau car l'eau c'est la vie. La pandémie de la Covid-19 passera mais l'eau restera. Ce forage peut être un outil de rapprochement des populations ». Olivier Dovonou a ajouté que cet ouvrage offrira aux policiers de cette unité, un cadre de travail vital, de protection et du respect des droits de l'homme, et aussi un environnement bien assaini, pour le bon fonctionnement du service.

Le projet a été réalisé grâce aux Fonds programmatiques de la MINUSCA à hauteur de 15.450.000 de Francs CFA.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Durant l'année budgétaire 2019-2020, la MINUSCA a appuyé la République centrafricaine et les communautés locales avec 28 projets de lutte contre la pandémie de COVID-19 à hauteur de 889.000 Dollars américains, soit 29.63% du budget total.

INTERVIEW

LAURENT GUEPIN RENFORCER LA COLLABORATION ET LA CONFIANCE AVEC LES COMMUNAUTÉS

Quels objectifs vise-t-on à travers les Projets à impact rapide ? Comment sont-ils mis en œuvre ? Qui en sont les bénéficiaires ? autant de questions qu'élucide, à travers cet entretien, Laurent Guepin, en sa qualité de Chef de service, Affaires civiles - MINUSCA.

Qu'est-ce qu'un Projet à impact rapide et à quel est l'objectif de cette initiative ?

Laurent Guepin : Le projet à impact rapide (en anglais Quick Impact Project) est une activité ou une initiative planifiée et exécutée pour une courte période, à coût bas, qui ne dépasse pas 50.000 Dollars américains, et sur une petite échelle. C'est un projet conçu à la demande de la population et dans leur intérêt. Les Projets à impact rapide ont pour objectif d'une part de favoriser et renforcer la collaboration et la confiance avec les communautés centrafricaines, en d'autres termes favoriser l'acceptation de la MINUSCA et de son mandat par les communautés locales et d'autre part d'apporter des réponses immédiates aux besoins de la population.

Comment sont identifiés les projets et les bénéficiaires ?

Les projets à impact rapide sont identifiés sur la base des besoins des populations et en concertation avec les autorités locales soit

par une organisation externe et proposés à la Mission, ou soit par une composante de la MINUSCA disposant des capacités de réalisation interne et qui identifie un partenaire de réalisation externe (exemple : une ONG locale ou internationale, une organisation des Nations Unies, etc.). L'identification des bénéficiaires s'aligne aux priorités relevant du mandat de la Mission dans le cadre de la protection des civils, de la promotion de la cohésion sociale ainsi que la restauration et le retour de l'autorité de l'Etat. Ce programme des projets à impact rapide est décentralisé. Ainsi chaque bureau de terrain de la MINUSCA identifie les bénéficiaires sur la base de la vulnérabilité de population dans des zones ciblées en concertation avec les autorités locales et dans certains cas, les comités locaux de paix et de réconciliation ou les comités locaux de développement. Les bénéficiaires cibles sont toujours consultés pour l'élaboration et la mise en œuvre du projet ainsi que le suivi après la réalisation.

Un bref bilan des résultats de ce qui a été réalisé pour l'année 2019-2020, et les perspectives ?

Pour l'année fiscale 2019-2020, le budget des projets à impact rapide s'élevait à 3 millions de dollars américains. Ce budget a permis de réaliser 83 projets à hauteur de 1.649 milliard de FCFA soit 99.5% du budget total, dont : 45 projets dans le secteur de la cohésion sociale, par la

réhabilitation des écoles, des maisons des femmes et des jeunes, la construction ou réhabilitation des marchés, les activités génératrices de revenus surtout pour les populations vulnérables telles que les femmes affectées par les conflits, la réhabilitation des centres artisanaux et la construction des radios communautaires, des tribunes pour les stades, etc. 25 projets dans le secteur de la Restauration de l'autorité de l'Etat, par la construction ou réhabilitation des bâtiments administratifs tels que les préfectures, sous-préfectures, mairies, les services étatiques, les hôpitaux ou centres de santé et la fourniture d'équipements. 13 projets dans le domaine de la protection des civils, par la construction ou réhabilitation de commissariats de police et de brigades de gendarmerie, la réhabilitation des ponts, l'éclairage public.

Et dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19 et le processus électoral... ?

Les perspectives pour l'année 2020-2021, la MINUSCA a mis un accent particulier sur le financement des projets de lutte contre le COVID-19; d'accompagnement au processus électoral en RCA; ceux en faveur de la continuité de la mise en œuvre de l'accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA); les projets pilotes comme l'électrification des villes devant réduire les actes de criminalité et de banditisme; les projets de stabilisation prioritaires identifiés dans les plans locaux de développement pour la stabilisation et le renforcement du tissu social comme par exemple les activités génératrices de revenus et l'apport en projets complémentaires aux fonds d'investissement communaux soutenus notamment par le PNUD.

Ces projets ont permis d'apporter un appui considérable à 2.412.247 bénéficiaires directs dont 43% des femmes. 1.119 personnes dont 39% des femmes ont été recrutés comme travailleurs lors de l'exécution de ces projets.

Entretien réalisé par Deubalbet Wewaye



FEMMES ET JEUNES

QUAND LES FEMMES DE LA HAUTE KOTTO FONT BARRIÈRE À LA COVID-19

Face à la pandémie du COVID-19, les femmes de la Haute Kotto se sont mobilisées comme une seule femme pour faire barrière à la propagation de la pandémie à corona virus. Avec 53 cas positifs, du 16 mars au 14 juin 2020, sur 288 tests COVID-19 réalisés, la Section Affaires Civiles a rapidement appuyé le District Sanitaire de Bria, les autorités locales et les associations des femmes pour sensibiliser la population sur les gestes barrières, la mise en place de dispositifs de lavage de mains et la construction des maisons des femmes de Boungou 1 et Ngoubi, deux localités situées de part et d'autre de la ville de Bria

La mise en œuvre des projets à impact rapide a largement boosté les efforts des femmes de la Haute Kotto dans la lutte contre la propagation de la pandémie du COVID-19 et l'amélioration de leurs conditions de vie surtout sur l'axe Ippy, Irabanda et Ouadda.

En effet, au cours des patrouilles conduites par les Agents de Liaison Communautaire (CLA) et les Forces Rwandaises et Zambiennes de la MINUSCA, les femmes ont exprimé leurs besoins de contribuer à la lutte contre la propagation du Corona Virus. « Ce n'est pas parce que nous sommes en brousse que nous n'avons pas conscience de cette maladie. Nous écoutons tous les jours à la radio qu'elle fait des ravages et nous ne pouvons pas attendre que cela s'aggrave avant de nous bouger », a déclaré Sidonie Mayale, membre de l'Association des femmes de Boungou 1. « Il paraît que ça tue rapidement. Mais si nous suivons les gestes que les autorités nous demandent de faire, nous serons à l'abri », renchérit, sa collègue Martine Mandeu ».

C'est dans ce sens que la MINUSCA de Bria a appuyé le district Sanitaire et l'Organisation des Femmes Centrafricaine (OFCA) de Bria dans l'identification et la réalisation des projets à impact rapide. Cela s'est matérialisé par la construction et l'équipement du centre de santé de Kolaga et l'équi-

pement du centre de santé de Ngoubi.

Les femmes ont également exprimé les besoins d'avoir des points d'eau potable et d'organiser de réunions pour effectuer des sensibilisations. C'est dans ce cadre que le commissariat de Police de Bria, le poste des Forces armées centrafricaines (FACA) et la Préfecture de la Haute Kotto ont été équipés de 3 forages à motricité humaine donnant ainsi l'accès à l'eau potable aux populations des quartiers voisins mais aussi servant ainsi de prélude pour sensibiliser les populations environnantes sur le respect des gestes barrières.

Le centre de santé de Kolaga a servi de lieu idéal pour conduire des sensibilisations contre le COVID-19. Malgré la présence des groupes armés, les femmes se sont toutes mobilisées et ont conduit des séances de formation sur la réalisation d'activités génératrices de revenus telle la fabrication et la vente du savon, et la sensibilisation sur l'utilisation du dispositif de lavage de mains.





UN CENTRE MULTIMÉDIA POUR RENDRE L'INFORMATIQUE ACCESSIBLE AUX JEUNES DE BAMBARI

Remis à la jeunesse de la Ouaka le 17 avril 2020, le Centre multimédia réalisé sur projet à impact rapide de la MINUSCA n'a pas mis du temps à impacter positivement la vie des populations. Ce joyau architectural situé tout près de l'Hôtel de ville sis au PK0 est devenu, en moins de trois mois, un vrai centre d'intérêt pour les jeunes.

A l'unanimité, les apprenants ont déclaré être satisfaits des prestations. C'est le cas de Manuella Dakossi, élève au Lycée de Bambari, qui est à son premier contact avec l'ordinateur, « l'informatique s'impose de nos jours comme l'outil indispensable à la réussite professionnelle. Si tu ne connais pas l'informatique tu es presque inutile. C'est pourquoi

je suis venue pour me former. Pour moi c'est une chance incroyable ».

Les services disponibles au centre multimédia sont entre autres le traitement de texte, la photocopie, la formation en informatique et la connexion à internet. La formation en informatique s'est rapidement



imposée comme étant le service phare du centre à cause du nombre croissant des inscrits. Ce sont environ quarante-cinq (45) apprenants y prennent des cours alternativement à trois niveaux : initiation, intermédiaire et niveau avancé.

Selon Ambroise Gbanga, encadreur à l'Ecole normale des instituteurs, venu faire des photocopies, « avant la dotation de ce centre, il fallait aller au quartier et ça revient plus cher, alors qu'ici c'est moitié prix. C'est vraiment un soulagement pour nous. Et c'est l'unique ouvert au public à ce jour à Bambari ».

Pour le gérant du centre, Christian Cyrille Kovicko, des bénéfices se dégagent et le centre peut désormais voler de ses propres ailes, « Il y a déjà une autosuffisance, par exemple en termes de carburant pour le groupe électrogène et la connexion à internet. Il faut que les jeunes comprennent que ce centre est pour eux. Il faut qu'ils viennent en bénéficier, parce que l'investissement de la MINUSCA c'est pour l'intérêt de la jeunesse, et si elle ne vient pas, le projet n'aura vraiment pas d'impact », précise-t-il

Par Alou Diawara

RENFORCER LA COHÉSION ENTRE LES JEUNES ET AUTONOMISER LES FEMMES DE NDELE

Sentiment de joie et de satisfaction des autorités locales et surtout de la population de Ndele, sortie massivement, le 10 Janvier 2020, lors de la remise officielle de la maison des jeunes et du centre de la promotion de la femme.

Financée conjointement par la Coopération italienne et la MINUSCA et mise en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la maison des jeunes a été construite grâce au projet dit de sensibilisation dans les commu-

nautés à haut risque de Ndele.

Regis Kete, membre du bureau de l'Association des jeunes de Ndele : « La maison des jeunes nous servira de cadre de rencontre et d'échange entre tous les jeunes de la Préfecture. Elle va nous permettre



de promouvoir la cohabitation pacifique et la cohésion sociale. », déclare le jeune homme.

Le centre de la promotion de la femme a d'un autre côté été entièrement réhabilité grâce au projet à impact rapide de la MINUSCA. Construit en 2012 par le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC), le centre, comme certaines infrastructures de la ville a fait l'objet de vandalisme, conséquence des dernières crises qu'a connu la localité. Pour Martine Fandoma, présidente de l'antenne local de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA), les femmes vont pouvoir enfin renouer avec la promotion de leurs activités. « Nous avons initié plein d'activités qui ont trait à l'autonomisation des femmes, au dialogue, etc. Nous allons nous mettre au travail car nous avons désormais notre espace à nous », s'en est-elle réjouie.

Même sentiment de joie affiché par le préfet, Amine El Mahad. Il a attiré l'attention des jeunes et des femmes sur la nécessité de bien gérer ces locaux dans l'intérêt général. « Je m'engage à y veiller personnellement. Les femmes, je vous encourage à scolariser massivement vos filles afin que demain elles aient un emploi et soient indépendantes », a-t-il exhorté.

Pour Thomas Vaah, chef du Bureau de la MINUSCA de Ndele, ces gestes entrent dans la droite ligne

du mandat de la mission qui est non seulement de protéger mais également de renforcer la cohésion sociale entre les populations. « La MINUSCA sera toujours à vos côtés. Que ce modeste geste puisse contribuer à ramener la paix et créer un lien plus soudé entre les jeunes et les femmes de la région », a-t-il déclaré.

Notons que, les deux infrastructures ont été respectivement équipés de kits de fonctionnement, notamment d'un groupe électrogène, de panneaux solaires, d'une salle d'informatique et d'une salle de spectacle. Le cout global des deux bâtiments s'élève à environ 12.900.000 francs CFA.



OUHAM

PROMOUVOIR LA PAIX ENTRE COMMUNAUTÉS GRÂCE AUX ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

Après trois mois d'apprentissage aux métiers de saponification, de couture, de maçonnerie, de menuiserie et de soudure, 50 heureux bénéficiaires de la formation en activités génératrices de revenus (AGR), de Kouki et de Nana-Bakassa, deux localités de la préfecture de l'Ouham (Centre de la RCA), ont reçu leurs diplômes ainsi que leurs kits d'installation, le 3 avril 2019.

« Aujourd'hui mes enfants et moi nous nous habillons mieux grâce aux habits que je confectionne. En plus nous ne manquons plus de nourriture car je reçois beaucoup de commandes », dit Sabine Mondéré, bénéficiaire d'une formation en couture.

Un moment de réjouissance chez les récipiendaires, à l'image de leur porte-parole, Albert Ganazoui, qui a suivi une formation en menuiserie, et qui ne tarit pas de reconnaissance envers la MINUSCA. « Nous devons montrer que nous sommes capables de bien gérer ces kits et nous affirmer sur le plan professionnel de sorte que les partenaires puissent initier d'autres projets au bénéfice de la population », a-t-il plaidé, exhortant ses camarades à utiliser à bon escient le matériel reçu afin de motiver la mission à poursuivre d'autres actions d'appui et de soutien à la population, à travers de tels projets.

Ces œuvres, financées à hauteur de 14.947.282 F CFA entrent dans le cadre des projets à impact rapide (QIPs) de la MINUSCA, qui visent à promouvoir la paix, à consolider la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes communautés, en facilitant la réinsertion socio-professionnelle.

Du côté des autorités locales, c'est la satisfaction et le soulagement. C'est le cas du sous-préfet de Nana-Bakassa, Jérôme Gouma, qui a confié que « Les femmes et les hommes de ma circonscription sont devenus maintenant de véritables artisans de la paix

grâce à la présence de la MINUSCA. La population n'aspire qu'à la paix. C'est la preuve que ce que nous faisons ensemble n'est pas vain. Le rêve est donc devenu une réalité ».

Cependant, la circonscription de la Nana-Bakassa et de Kouki, comme beaucoup d'autres localités de la préfecture de l'Ouham, reviennent de loin. Beaucoup reste encore à faire. Aussi, le sous-préfet a profité de l'occasion pour faire un plaidoyer pour la réhabilitation du marché central, la réalisation des forages et pour la venue des ONG dans ces zones, afin de redonner de l'espoir aux populations qui se sentent abandonnées. « La présence des ONG va redonner vie à cette sous-préfecture qui a longtemps souffert. Aidons aussi à réhabiliter notre marché central. Cette population est capable de beaucoup de choses si elle est bien encadrée, car elle est attentive et battante », a-t-il plaidé.

Rappelons qu'en plus de ce projet de formation en AGR, les populations de Kouki et de Nana-Bakassa ont bénéficié du projet Londo (travail contre nourriture) et du programme de réduction des violences communautaires (CVR). Et cela, grâce leur engagement à la paix, à la réconciliation et au vivre ensemble depuis la signature de l'accord de paix et de sécurité entre les anciens combattants Anti-Balaka et Séléka de la localité, le 15 juin 2017.

LA MINUSCA RENFORCE LA MOBILITÉ DES FSI

Le bureau régional de la MINUSCA à Bambari (préfecture de la Ouaka) a remis, le 2 juillet 2020, les clés de 10 engins à deux roues au détachement des Forces de sécurité intérieure (FSI) stationnés dans la ville. C'était en présence du préfet de la Ouaka et des responsables de la Police et de la Gendarmerie.



Prenant la parole, le chef d'escadron, Jean-Michel Ouan-dé, commandant de la brigade de Bambari, a souligné l'importance de ces motos. « Ces engins à deux roues sont plus rapides que les engins à quatre roues. Souvent nous sommes appelés à intervenir dans un délai record. Je suis convaincu que désormais les FSI pourront se déplacer très rapidement dès qu'elles seront sollicitées. Je tiens sincèrement à remercier la MINUSCA pour ce geste », a-t-il précisé, en soulignant que l'accès au terrain est plus facile avec les motos à cause de l'état dégradé des routes.

Fruits d'un projet à impact rapide initié par la Police et la MINUSCA, ces motos flambant neuves seront réparties entre la Police et la Gendarmerie, sans oublier la Maison centrale d'arrêt de la ville qui a ouvert récemment ses portes à ses premiers pensionnaires.

A son tour, le préfet de la Ouaka, Victor Bissekoin, a mis un accent particulier sur la nécessité de bien garder et entretenir les motos. « Je n'aimerais pas qu'on me dise un jour ou l'autre qu'une moto a été chopée. C'est un moyen de travail qu'on doit garder. C'est pour le travail, ce n'est pas pour les sorties ou autres choses », a-t-il mis en garde.

Le chef de bureau par intérim de la MINUSCA, Albert Diouf, a déclaré que la Mission n'est pas à son premier projet pour les FSI, citant l'exemple d'une série de réhabilitations de bâtiments depuis 2017 au sein même de la garnison de la gendarmerie et du commissariat de police. « Nous voyons l'amélioration qui se dessine ici au niveau de Bambari et de la Ouaka depuis la présence des FSI. C'est ça qui nous rassure et qui nous encourage à continuer à vous appuyer », a-t-il renchéri.

Par Alou Diawara

DES PONTS RÉHABILITÉS POUR DÉSENCLAVER LA NANA-MAMBÉRÉ



Un total de 10 ponts ont été officiellement réceptionnés le 9 juin 2020, par les autorités de Gallo et Abba deux sous-préfectures de la Nana-Mambéré ; un soulagement pour les usagers. C'est dans les soucis de désenclaver ces deux localités distantes de 75 kilomètres l'une de l'autre que la MINUSCA, a décidé de réhabiliter les dix ponts qui étaient tombés dans un état de délabrement. C'est ainsi qu'un budget de 20 740 000 Francs CFA a été débloqué afin de résoudre ce problème d'enclavement mais aussi faire suite au programme «vivre contre travail », mis en œuvre par le Programme alimentaire Mondial (PAM) et l'ONG CARITAS, à la suite du plaidoyer de la MINUSCA.

A Gallo et à Abba la plupart des dix ponts traversaient des marigots et principalement la rivière Mambéré. Pendant la période de crise, cette partie de la Centrafrique a été victime de tueries et de nombreux pillages notamment de destructions d'infrastructures publiques au nombre desquelles figurent les ponts.

Comme le témoigne Bertin Ngomna, un notable d'Abba, « l'axe Gallo-Abba est le principal point d'accès et le carrefour des routes vers les autres localités ». Cette voie relie Abba à la route nationale numéro 1. « Cependant l'état de dégradation avancé de cet axe routier avec particulièrement des ponts en très mauvais état a contribué à enclaver la sous-préfecture de Abba. Et du coup cela ralentissait énormément nos activités », déplore Bertin Ngomna.

Près de 30.000 personnes comprenant les populations de Abba, Gallo, Bingue et Foh étaient ainsi négativement affectées par les conséquences de cette dégradation.

TEMOIGNAGE

MARIE CHANTAL MBAIRA, une habitante d'Abba :
« Je suis très satisfaite de la construction de ces ponts sur l'axe Bondiba-Nguia-Bouar car cela va nous permettre de circuler librement, d'évacuer nos produits agricoles, de faire nos commerces et de rendre visite aussi aux parents qui sont dans ces villages ». La jeune dame ajoute que « cela permet aussi aux véhicules de circuler sur la route car auparavant, les véhicules ne passaient pas et nous voyagions seulement à moto et c'était très pénible. Si nous arrivions au niveau du pont, nous descendions et marchions dans l'eau sur des cailloux à nos risques et nous poussions la moto pendant la saison sèche. Mais pendant la saison des pluies, nous ne pouvions pas traverser parce que l'eau montait et envahissait le secteur, ce qui fait que les villages étaient coupés les uns des autres. Maintenant les camions passent et les villages sont désenclavés. Je remercie la MINUSCA de nous avoir construit ces ponts pour nous faciliter la circulation ».

AMÉLIORER LES CONDITIONS D'APPRENTISSAGE DES ENFANTS À NDELE

« Nous sommes heureux de réceptionner cette école qui ne fera qu'améliorer les conditions d'apprentissage de nos élèves. Vous savez, à Ndele, il n'y a pas assez d'écoles et les classes sont surchargées. Ce geste de la MINUSCA va permettre de désengorger les autres établissements », C'est en ces termes que c'est réjoui l'Inspecteur du fondamental 1 de Ndele, Jean-Bruno Dendaba, lors de la remise officielle d'un bâtiment à son école, le 14 octobre 2020.

Ce matin-là, sur le site construit par le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) au quartier Golomandja, l'atmosphère a l'allure d'une fête. C'est la remise officielle, aux autorités, d'un bâtiment comprenant trois salles de classe plus un bureau équipé. Un geste de la MINUSCA pour, entre autres, soutenir les efforts du gouvernement dans le relèvement du secteur éducatif. Le coût global du projet s'élève à 24 647 958 francs CFA.

« Je suis très contente, les enfants ne vont plus s'entasser. Ma famille partait à l'école avec un banc parce qu'il n'y avait pas assez de places assises pour tous les élèves », s'exclame Jeannette Djimta, parent d'élève.

Les témoignages se sont succédé, moment de réjouissance pour tout le monde. Tous ont promis de prendre soin de ce qui est pour eux un joyau qui va changer positivement l'apprentissage de leurs enfants. Les parents d'élèves ont, par ailleurs, rassuré que des dispositions étaient déjà prises pour doter l'école d'un Directeur et de son adjoint. Car pour eux, « l'école est une source intarissable d'apprentissages qui permet à chaque élève de s'épanouir en tant qu'individu et citoyen d'une société ».

COVID-19

LA MINUSCA RENFORCE LA MOBILITÉ DES FSI

Les Forces de sécurité intérieure (FSI), en partenariat avec la Direction générale de la protection civile de la police Centrafricaine (DGPC) et la composante Police de la MINUSCA (UNPOL) ont organisé du 23 au 30 juin 2020 une opération de désinfection des 22 Unités de Police et de Gendarmerie de Bangui ainsi que celles de Bégoua et Bimbo.

L'objectif de cette opération est de réduire les risques de contamination de ces lieux recevant du public, et d'offrir un cadre de travail plus sain au personnel et aux usagers des lieux.

« Les Forces de l'ordre sont en première ligne pour veiller à l'application des différentes mesures prises par le Gouvernement afin de barrer la route au COVID-19. La désinfection des unités ainsi que ces lots de matériels viennent donc à point nommé pour renforcer la lutte mais aussi pour protéger nos éléments sur le terrain. », a dit le Directeur général de la Police, le Commissaire divisionnaire Bienvenu Zokoue, rappelant que cette opération est d'autant plus importante que le virus peut aussi se transmettre à travers des objets d'utilisation commune, comme des poignées de portes ou même des documents et autres objets transmis d'un individu à un autre.

Ce sont en effet 45 unités de Police à travers le pays qui ont bénéficié d'un appui de UNPOL, un don constitué de 450 gilets de sécurité, 98 kits d'hygiène, 8800 masques réutilisables, 45 bidons de javel et 540 cartons de savons, cela pour soutenir leur lutte contre la propagation de la Covid-19. Le coût global de cette est action s'élève à environ 38.000.000 francs CFA.

FAITS ET CHIFFRES COVID 19

ENTRE 2019 ET 2020, LA MINUSCA A FINANCÉ 28 PROJETS DE LUTTE CONTRE LA COVID-19



A la fin de l'année 2019, la Covid-19 a frappé le monde entier et a par conséquent ralenti toutes les activités. Ce qui était au départ une simple maladie est devenue en un laps de temps une pandémie. Aucun pays n'est épargné.

La Centrafrique a eu son premier cas le 14 mars 2020. Le gouvernement centrafricain a pris une série de mesures et tous ses partenaires dont la MINUSCA se sont rendus disponibles pour l'accompagner dans cette lutte.

Ainsi dans le cadre de son mandat, la MINUSCA a alloué plus de 519 000 000.00 Francs CFA pour la mise en œuvre des projets ont impact rapide à l'endroit des communautés centrafricaines déjà fragilisées par les conflits intercommunautaires. Ce fonds a permis l'identification et la mise en œuvre de 28 projets de lutte contre la Covid-19 entre 2019-2020.

L'objectif de ce financement est de renforcer les mesures de lutte contre la propagation de la pandémie à travers les séances de sensibilisation et de formation sur les mesures de barrière décrétées par le gouvernement ; réaménager et équiper certaines formations sanitaires devant répondre à l'isolement et traitement des personnes atteintes ; renforcer et augmenter les mesures d'hygiène par une dotation en des dispositifs de lavages des mains (eaux, savons et ou gel hydro alcooliques), entre autres.

Ainsi, l'on peut compter au nombre des activités réalisées, la sensibilisation de la population, la formation des agents des réseaux communautaires, des femmes, jeunes, des leaders communautaires afin de les outiller dans la lutte contre le COVID-19. Il y'a eu des formations sur la confection locale des caches nez et sur la fabrication de savons.

ELECTIONS



DOTER LA COUR CONSTITUTIONNELLE D'UN CADRE AGRÉABLE DE TRAVAIL

La Cour constitutionnelle reçoit deux nouveaux bâtiments pour renforcer les capacités opérationnelles et améliorer le cadre de travail du personnel. Remis par la MINUSCA, le 15 octobre 2020, dans le cadre des élections présidentielle et législatives 2020-2021, ces bâtiments abritent des bureaux pour les Assistants spéciaux des membres de la Cour constitutionnelle et une salle de conférence pour le Conseil national de la médiation.

« Les juges constitutionnels, particulièrement pendant le processus électoral, vont avoir un surcroît de travail. Nous allons passer des nuits ici. (...) Outre la salle de délibération des juges, il nous fallait une autre qui puisse accueillir les 10 assistants qui vont appuyer les juges, du mois de novembre 2020 à celui d'avril 2021, c'est-à-dire pendant tout le scrutin. Ces assistants seront très utiles aux juges,

car ils vont leur permettre d'aller plus vite et bien dans leur travail », c'est en ces termes que la Présidente du Conseil constitutionnel, Danielle Darlan a réceptionné les lieux.

Réalisé par l'ONG Les Amis de Bria sur une durée de trois mois, le projet a consisté, à construire et équiper les bureaux et la salle de conférence de mobilier et d'un système électrique et de climatisation.

« Ces ouvrages ont été réalisés sur le volet des projets à impact rapide, dont l'objectif est d'encourager et de soutenir l'expertise locale en contribuant au relèvement économique du pays. La MINUSCA entend continuer à soutenir les efforts du Gouvernement vers le redressement de l'entrepreneuriat local », a indiqué le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, lors de la coupure du ruban.

Un geste salué par les responsables des différents organes de l'institutions qui, par la voix de la présidente du Conseil constitutionnel, ont exprimé leur reconnaissance pour le soutien constant de la Mission des Nations Unies, qui permettra aux assistants spéciaux des juges de la Cour, ainsi qu'aux personnels de la médiateur centrafricaine d'assurer leurs missions dans des conditions de travail propices à l'atteinte de bons résultats.



LISTE DES BÂTIMENTS AVEC ÉQUIPEMENTS VANDALISÉS DEPUIS 2014

La MINUSCA, à travers le fonds QIP, apporte un appui important pour permettre le retour de l'autorité de l'Etat en contribuant à l'amélioration de condition de travail de l'administration et de vie des communautés locales centrafricaines. 506 projets ont ainsi été financés par la MINUSCA en RCA depuis 2014 dans les secteurs de la restauration de l'autorité de l'Etat (RESA), de la cohésion sociale et de la protection des civils. La MINUSCA mobilise un financement QIP de 3 millions de dollars par an pour accompagner la mise en œuvre de son mandat et restaurer la confiance avec la population.

Certains de ces projets sont réalisés dans les zones à risque, où les groupes armés sont encore actifs. Malheureusement ces groupes armés commettent des actes de vandalisme et de pillage sur ces projets, au détriment de la population des besoins qui a besoin des services sociaux de base.

Ainsi, au total, ce sont 30 bâtiments qui ont été détruits, pillés ou saccagés par les groupes armés à plusieurs reprises, dont 12 en décembre 2020.

Pendant cette période électorale, les destructions et ou pillages ont touché Bambari (7), Kaga- Bandoro (3), Bouar (1) et Paoua (1). Ces projets ont coûté 734.191.401 FCFA (soit USD 1.436.785) et le cout des dégâts est estimé à environ 262.543.200 FCFA, l'équivalence de USD 437.572 soit 30% de coût de réalisation.

La situation depuis 2014		
#	Bureau	Bâtiments construits ou réhabilités et/ou équipés fournis vandalisés (financés plus de deux fois par le fonds QIP)
1	Bambari	8
2	Bangassou	1
3	Birao	1
4	Bria	10
5	Bouar	1
6	Kaga Bandoro	8
7	Paoua	1
	Total	30

#	Bureau	Bâtiments construits ou réhabilités et/ou équipés vandalisés (financés plus de deux fois par le fonds QIP) depuis 2014	
1	BAMBARI	Palais de Justice et Cour d'Appel	
2		Direction regionale de Tresor Public	
3		Direction regionale des Impots	
4		Direction regionale de Controle financier	
5		Direction regionale Agricole	
6		Maison d'Arret	
7		Commissariat de Police	
8		Gendarmerie de Bambari	
9	BANGASSOU	Equipement et materiels d'Eclairage public	
10	BIRAO	Centre des jeunes d'Am Dafock	
11	BRIA	Prefecture de la Haute Kotto	
12		Direction regionale des Impots	
13		Hangar pour les services intégrés de l'Etat à Dangbatro	
14		Mairie de Bria	
15		Bureaux Affaires Sociales de Bria	
16		Commissariat de Police	
17		Gendarmerie Brigade	
18		Maison d'Arret	
19		Le centre de la societe civile de Bria	
20		Ecole constuite a Katekondji	
21	BOUAR	Brigade de la gendarmerie de Baoro	
22	KAGA BANDORO	Prefecture de la Nana Gribizi	
23		Sous-Préfecture de Kaga Bandoro	
24		Cyber café pour les jeunes et les fonctionnaires (administration de Kaga Bandoro)	
25		Equipement pour le renforcement des Capacités des femmes de Kaga Bandoro victimes des conflits	
26		Centre de formation et de production pour les jeunes à Kaga Bandoro (JPN)	
27		Tribunal de grande Instance de Kaga Bandoro	
28		Agence Nationale de Developpement et l'Elevage (ANDE)	
29		Marché de camp IDP de Lazare à Kaga Bandoro	
30		PAOUA	Commissariat de Police de Bozoum

GALERIE PHOTOS

QIPs - Obo



◀▲ Boucherie et marché moderne de OBO



Lycée préfectoral fille OBO



QIPs - Projet de réhabilitation du TGI Bozoum



■ Palais de Justice-Bozoum

QIPs - Projet de construction de la Radio communautaire de Bozoum



■ Radio communautaire de Bozoum

QIPs - Projet de construction du Collège de Gouze (PAOUA)



■ Collège de Gouze construit

QIPs - Projet de dotation aux 8 Maires moyens roulant



■ Projet de dotation fournitures de bureau aux 8 maires de PAOUA.

QIPs - Réhabilitation du bâtiment de l'hôpital de Bouar centre de Covid



■ Travaux finalisés du bâtiment



QIP - Maison de Jeunes Baboua



■ Travaux finalisés du bâtiment



QIP - Construction d'une tribune municipale à Baboua



■ Travaux finalisés du bâtiment



QIP - Réhabilitation de deux ponts Mandjo à Boali exécutée par l'Ong Levier Plus



■ Travaux finalisés du pont



MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE

Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic



Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones

www.minusca.unmissions.org

 @minusca.unmissions

 www.flickr.com/photos/unminusca

 UN_MINUSCA

 @UN_CAR

 UN_MINUSCA

 MINUSCA.UNMISSIONS.ORG



SOUTENONS L'ACCORD POLITIQUE DE PAIX ET
DE RÉCONCILIATION



MINUSCA

ACTION
POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX



COMITE DE REDACTION

Directeur de la publication

Charles Antoine Bambara

Editorialistes

**Uwolowulakana Ikavi & Charles
Antoine Bambara**

Rédacteur en chef

Biliaminou Agnide Alao

Rédacteurs

Ghislaine Atta

Deubalbet Wewaye

Maria Kabatanya

Photographes

Hervé Serefio

Leonel Grothe Tossela

Infographiste

Francis Yabendji Yoga

Collaboration

Vikou Bessan

Dany Balepe

Igor Rugwiza

Remerciements

**Division des affaires
politiques**

Division électorale

SCPI



UN photo/Graphisme SCPI/IMNUSCA

La Radio Guira 93.3 FM,

le creuset d'une information politique,
économique, culturelle, sociale, sportive rigoureuse,
non partisane et crédible au service du renforcement
de la paix et de la cohésion sociale.

Les ondes de la paix



**Guira FM diffuse quotidiennement des informations
et des émissions sur divers sujets d'actualité
en Français et en Sango.**

